DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

Bernard Thibault : Passation de responsabilités au Droit Ouvrier

DOCTRINE

Franck Héas: Observations sur les processus normatifs en matière de relations professionnelles.

Francis Saramito : Les effets de la reconnaissance d'une unité économique et sociale.

JURISPRUDENCE

Voir notamment:

La paralysie des projets patronaux pour défaut de consultation du Comité d'entreprise.

Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 7 novembre 2006 ; Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand (Référé) 21 novembre 2006 -Note Paul Darves-Bornoz (p. 320)

L'action syndicale en exécution de la convention collective : enfin une levée des restrictions!

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2007 - Note Michel Henry (p. 326)

Les exigences du droit des élections professionnelles au soutien d'un peu plus de démocratie dans la négociation collective.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2006 - Note Anne Braun (p. 329)

A la recherche de l'employeur perdu.

Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Ind. - Dép.) 11 septembre 2006; Tribunal de grande instance de Bobigny (référé) 18 décembre 2006 - Note Arnaud de Senga (p. 331)

L'évaluation de salariés : le nécessaire respect des instances représentatives du personnel et de la législation Informatique et libertés.

Cour d'appel de Grenoble (14e ch. B) 3 novembre 2006 - Note Laurence Péru-Pirotte (p. 339)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale : extraits de décisions sélectionnés et commentés par Daniel Boulmier.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par Thierry Tauran (pp. 3 et 4 de la couverture).



TABLE DES MATIÈRES

JUILLET 2007

Passation de responsabilités au Droit Ouvrier - Intervention de Bernard Thibault , Secrétaire général de la CGT	303
Doctrine:	
Observations sur les processus normatifs en matière de relations professionnelles, par Franck Héas, Maître de conférences à l'université de Bretagne-sud	306
Les effets de la reconnaissance d'une unité économique et sociale, par Francis Saramito , Licencié en Droit, Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques	
Jurisprudence:	
COMITES D'ENTREPRISE – Activités sociales et culturelles – Dotation – Caractère saisissable au titre d'une condamnation sur le fondement de l'article 700 NCPC (non). COUR D'APPEL DE DOUAI (8e Ch.) 21 septembre 2006 Note Mario Califano, Avocat au Barreau de Lille	
COMITES D'ENTREPRISE – Consultation – Caractère obligatoire – Suspension des mesures patronales prises en violation des droits du CE (deux espèces). Première espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Référé) 7 novembre 2006 Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CLERMONT-FERRAND (Référé) 21 novembre 2006 Note Paul Darves-Bornoz	323
CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Cas de recours – Remplacement - Impossibilité. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 juin 2006	325
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Action en justice visant à assurer son respect – Qualité de signataire du syndicat – Caractère indifférent. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 mai 2007 Note Michel Henry	
DROIT DISCIPLINAIRE – Sanctions entraînant une modification du contrat – Nécessité de l'acceptation expresse du salarié – Refus – Nouvel entretien préalable – Délai de prononcé de la sanction. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 mars 2007	
Note Francis Saramito ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Premier tour – Quorum – Défaut – Incidence en matière de négociation collective – Carence (L. 133-2-2 II).	328
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 décembre 2006	
EMPLOYEUR – Obligations – Groupe de sociétés (deux espèces) - Détermination – Société-mère s'immisçant dans la gestion d'une filiale – Effet à l'égard des salariés de la filiale – Co-emploi (première espèce) – Cession frauduleuse d'une filiale en difficulté – Défaut de consultation du comité d'entreprise – Maison-mère devant contribuer au PSE de la filiale (deuxième espèce).	
Première espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BORDEAUX (Industrie - Départage) 11 septembre 2006 Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY (Référé) 18 décembre 2006 Note Arnaud de Senga	331 334 336
GREVE – Services publics – Début de l'arrêt de travail – Absence d'obligation de respecter l'heure et le jour indiqués au préavis – Possibilité de cesser le travail postérieurement à la condition que ce soit lors d'une prise de service. CONSEIL D'ETAT (2e et 7e sous-sections) 29 décembre 2006	338

LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX – Evaluation des salariés – Instauration d'un entretien annuel d'évaluation – 1° Consultation des institutions représentatives – CE (oui) – Incidence sur la rémunération – CHSCT (oui) – 2° Déclaration préalable à la CNIL (oui).	
COUR D'APPEL DE PARIS (14e ch. B) 3 novembre 2006	339
Note Laurence Peru-Pirotte, Maître de Conférences en droit privé, IUT B, Université de Lille-3, Centre René	
Demogue, Université de Lille-2	340
PRESTATIONS FAMILIALES – Droit aux prestations – Conditions de ressources – Evaluation – Déduction des pensions alimentaires.	
COUR DE CASSATION (2e Ch. civ.) 25 octobre 2006	343
Chroniques jurisprudentielles:	
Procédure prud'homale, extraits de décisions sélectionnés et commentés par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138 co-auteur du Lamy Prud'hommes.	
ECRITURES – Démission – Faiblesse psychologique – Dénaturation des écritures par la Cour d'appel. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 octobre 2006	344
DROIT DISCIPLINAIRE – Vol au préjudice d'un client – Faible valeur – Faute grave : oui – Arrêt de règlement : oui. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 janvier 2007	345
TRIBUNAUX – Cour de cassation – Arrêt de rejet – Référence à la doctrine de la Cour de cassation. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 janvier 2007	347



Au sommaire :

La RPDS "CHSCT" rééditée

En décembre 2005, la Revue Pratique de Droit Social (RPDS) avait publié un numéro spécial consacré au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Celui-ci a connu un tel succès qu'un deuxième tirage avait été nécessaire portant la diffusion de ce numéro spécial à 1800 exemplaires (en plus de nos abonnés). Ce numéro étant épuisé et devant une demande toujours aussi importante, la rédaction a décidé, non pas de procéder à un troisième tirage, mais de le rééditer en le réactualisant notamment avec l'apport de textes nouveaux (lutte contre le tabagisme notamment) et de jurisprudence récentes. Nos abonnés (anciens et nouveaux) recevront ce numéro dans le cadre de leur abonnement.

Rappelons que ce numéro spécial présente les outils juridiques à la disposition des CHSCT et examine successivement les questions liées à l'implantation, l'organisation, la composition, les attributions et le fonctionnement du CHSCT ainsi que celles concernant le mandat et le statut des membres du CHSCT.

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à : NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche

Prix du numéro : 6,20 € (+ forfait de 3 € par envoi).

Abonnement : 65 € par an à NSA La Vie Ouvrière, BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet www.librairie-nvo.com